

13 JUIN 2012

CHRISTIAN NADEAU

État de droit ou État de droite ?

Dans une lettre publiée par le quotidien français Le Monde le 7 juin dernier, le premier ministre Jean Charest a fait la déclaration suivante : « Rappelons que le Québec est un État de droit et une démocratie, qui s'exprime dans l'un des plus vieux Parlements au monde. Notre société a une longue tradition de débats tenus dans le respect des uns et des autres. C'est le Québec que je connais et celui que vous appréciez ».

De quels débats parlons-nous? Comment peut-on écrire une chose pareille en pratiquant le bâillon, ou en faisant voter au forceps une des pires lois de l'histoire du Québec? Où donc est l'État de droit, lorsque la sortie du conflit passe par la répression juridique et policière? Où donc est l'État de droit lorsque seule la force répond aux revendications? Où donc est l'État de droit, lorsque le simple fait de porter le carré rouge est synonyme de menace? Où donc est l'État de droit lorsqu'on provoque, frappe, humilie et offense tous ceux qui ne pensent pas comme le gouvernement? Où est donc l'État de droit lorsque la droite dirige l'État?

Droite et gauche

Pour la droite, une société n'est rien d'autre au total qu'une agglomération des volontés propres à chacun. Or, tout ceci ne nous dit rien du processus d'une décision. Tout ceci ne nous dit rien au sujet de la concertation. L'aveuglement de la droite nous permet a contrario d'y voir clair sur ce qu'elle est au Québec. La droite ne peut comprendre ce qu'est un État de droit. Elle ne le peut, car elle ignore ce qu'est une société. Il n'y a pas d'État sans société, pas de société sans voix multiples, pas de pluralisme sans démocratie, pas de démocratie sans dénonciation, sans manifestations, sans opposition et sans contre-pouvoirs. La droite ne peut le comprendre, car elle n'a pas les moyens de rendre compte, à moins de sortir de son propre cadre d'analyse, de ce qu'est un partage de fonctions et de responsabilités en vue du bien commun. Aux mots de solidarité, coopération, équité, elle répond par individualisation, privatisation, compétition et loi du marché.

La gauche du Québec connaît la liberté politique des individus parce qu'elle œuvre à la protection de chacun par les moyens réunis de tous. La droite québécoise voit dans l'État, et dans toute forme d'organisation politique publique, une menace pour les libertés. Inversement, la gauche voit dans l'action collective le seul moyen d'assurer à tous ce qui est nécessaire à leurs projets respectifs. Elle refuse de voir une quelconque légitimité dans une loterie sociale où les hasards de l'existence tiennent lieu de principes distributifs.

Pour la droite, la forme la plus achevée du groupe est l'entreprise. La gauche reconnaît les mérites et les efforts des individus, à la condition qu'ils soient issus d'une société juste. Or, si on ne définit pas une société juste par le mérite individuel de chacun, le

mérite individuel se mesure à l'aune des critères d'une société où règne l'équité, laquelle a pour tâche de garantir les conditions de l'autonomie.

Tel est le projet social pour lequel œuvrent les étudiantes et les étudiants du Québec et tel est le sens du don de soi qu'ils nous offrent. Si pour certains le carré rouge est le symbole de la violence, pour d'autres, dont je suis, il est l'emblème de la fierté. Je suis fier des étudiants, mais humble aussi devant leur grandeur et leur générosité. Humble, car ils redonnent un sens à mes métiers, celui de professeur et celui de citoyen.

Incapable de comprendre une telle chose, la droite voit dans les revendications collectives des étudiants de simples boycottages, qu'elle s'emploie ensuite à dénoncer, puis réprimer. Elle nie la valeur du groupe, car elle ne comprend des interactions entre les personnes que les analogues de la compétition. L'État de droite se voit lui-même comme un acteur au sein de cette compétition. Au mieux, il usera de son pouvoir comme s'il s'agissait de celui d'une corporation, ce qui signifie qu'il oubliera sa fonction première. Au pire, la droite au pouvoir se verra comme un monarque isolé sur son trône, dans une lutte de tous contre tous où elle se croit protégée par ses hommes de main, mais où elle est constamment effrayée par tout ce qui s'agite autour d'elle.

Union des gauches

L'individu comme entrepreneur, l'université comme entreprise, et maintenant l'État comme compétiteur ou adversaire des groupes sociaux. Un étudiant me faisait remarquer à quel point l'échange devenait difficile lorsque la droite parle en termes de « gestion de crise » comme s'il s'agissait en définitive de tout faire passer par pertes et profits, ce qui va des visages tuméfiés aux dénis du droit, en passant par la trahison des élus. Peut-il y avoir un État de droite légitime ? Peut-être. Mais celui dans lequel nous vivons depuis près de dix ans ne cesse de vouloir nous prouver le contraire.

Je crois en la valeur des luttes sociales, et il y en aura d'autres cet automne. Mais je crois aussi en la valeur des institutions, lorsque celles-ci prouvent les réussites concrètes des luttes sociales. Si la droite veut prouver qu'elle est digne de notre État de droit, elle devra revenir au mode du vrai débat démocratique. Elle ne devra plus tergiverser sur le moment propice aux élections en dansant sur un volcan comme elle l'a fait jusqu'à maintenant.

Sur le mode de la participation et de la représentation, l'union démocratique des gauches est nécessaire plus que jamais. Cette volonté ne proviendra pas des partis politiques, mais de la société civile qui rendra inévitable une alliance de l'opposition contre le Parti libéral et la Coalition Avenir Québec pour qu'enfin, presque dix ans plus tard, l'expression « État de droit » retrouve sa valeur au Québec.

P.-S. Christian Nadeau est professeur de philosophie à l'Université de Montréal.